

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

MENSUEL

UNE PAROLE MUSULMANE

Une Parole Musulmane est un mensuel fondé par Froment Mickaël, né de la nécessité urgente de faire émerger une parole musulmane authentique dans un contexte marqué par une islamophobie persistante. Alors que ce climat cherche à étouffer toute voix représentant véritablement les musulmans de France, cette revue entend incarner une réponse digne et lucide. Son ambition est de diffuser une parole de paix et de sagesse, et, ce faisant, de briser le monopole toxique des discours de haine à l'origine de la mort d'AbouBakr qu'Allah Lui Fasse Miséricorde.

INTRODUCTION :

La nécessité vitale d'une parole médiatique qui désamorce

Dans une société traversée par les tensions identitaires et les discours de stigmatisation, la responsabilité des médias et des figures publiques n'a jamais été aussi cruciale. L'assassinat d'Abou Bakar Cissé ne surgit pas dans un vide, mais dans un climat saturé d'islamophobie banalisée, où certains discours dominants jettent de l'huile sur le feu au lieu d'apaiser. Face à cette atmosphère délétère, il devient impératif de ne pas laisser le monopole de la parole à ceux qui attisent la haine. Il faut des espaces médiatiques où une parole sage, apaisante et lucide peut se faire entendre — non pas pour maquiller la gravité des faits, mais pour en dénoncer les causes profondes sans entretenir les réflexes de rejet. Si la haine s'enracine dans l'écho constant des amalgames et des polémiques, la paix, elle, exige des voix courageuses qui réhabilitent la dignité, la justice et la vérité. C'est à cette urgence que renvoie tragiquement le meurtre d'Abou Bakar Cissé, révélateur d'un malaise français que trop peu osent nommer.

**L'Assassinat d'Abou Bakar Cissé :
Un Reflet de l'Islamophobie Atmosphérique et la Responsabilité
des Acteurs Publics et Médiatiques**



L'assassinat brutal d'Abou Bakar Cissé (*qu'Allah Lui Fasse Miséricorde*), un jeune Malien de 22 ans, poignardé à mort de plusieurs dizaines de coups de couteau dans une mosquée de la Grand-Combe (Gard) le 25 avril dernier, a mis en lumière un climat d'islamophobie ambiante en France.

Beaucoup d'acteurs pointent du doigt la responsabilité des discours politiques et médiatiques dans la création de cette "atmosphère" qui peut, à terme, favoriser des passages à l'acte violent.

Les Faits et les Premières Réactions : Un Silence Assourdissant

Abou Bakar Cissé a été retrouvé mort juste après sa prière du vendredi matin. Son meurtrier, introduit dans le lieu de culte pour assassiner un fidèle, **a proféré des insultes explicites contre la religion musulmane.**

Malgré la nature évidente de l'acte, présenté par plusieurs sources comme un attentat islamophobe, la réaction des plus hauts représentants de l'État a été jugée tardive et empreinte d'une "indifférence glaciale".

Le Premier ministre François Bayrou a dénoncé une "ignominie islamophobe" le 26 avril, mais il aurait été le seul à employer cet adjectif.

Le Président Emmanuel Macron a attendu le 27 avril, deux jours après l'assassinat, pour adresser le soutien de la nation à la famille et aux compatriotes musulmans, dénonçant "le racisme et la haine en raison de la religion", mais sans utiliser le mot "islamophobie".

Le ministre de l'Intérieur et des Cultes, Bruno Retailleau, a également attendu deux jours pour se déplacer, non pas sur les lieux du crime ou auprès de la famille, mais à la sous-préfecture d'Alès. Cette lenteur et ce choix de lieu ont été perçus comme une forme de "deux poids, deux mesures" dans la manière dont un ministre bouscule son agenda face à un tel drame.

L'Évitement du Mot "Islamophobie" : Une Forme de Dén

Un point central soulevé par des acteurs est le refus des autorités politiques, notamment le Président Macron et le ministre Retailleau, d'utiliser le terme "islamophobie" pour qualifier l'acte.

L'islamophobie est définie comme "l'hostilité envers l'islam et les musulmans" selon les principaux dictionnaires.

En préférant incriminer plus largement "la haine en raison de la religion", le chef de l'État refuserait de nommer une intolérance qui, en France, vise principalement l'islam.

Bruno Retailleau a lui préféré parler d'un "acte antimusulman", une appellation jugée "bien commode qui permet de nier la réalité de l'islamophobie en France en refusant de la nommer pour ce qu'elle est" et de ne pas reconnaître qu'il s'agit d'une forme de racisme avec ses spécificités.

Pour beaucoup d'acteurs, cette stratégie de communication fait partie du problème et non de la solution dans le combat contre l'islamophobie.

Les Discours Politiques : Un Terrain Favorable à la Haine

Plusieurs acteurs (*intellectuels, journalistes, etc*) affirment que l'animosité à l'égard des musulmans et de leur religion est devenue une "*rhétorique médiatique et politique à part entière*" depuis des décennies.

Des figures politiques de divers bords, y compris ceux se présentant comme de gauche à une époque, auraient contribué à installer un prétendu "problème de l'islam" au cœur du débat public. Sont cités en exemple :

-

Manuel Valls, qui aurait estimé en 2016 qu'il fallait encore démontrer que l'islam était "fondamentalement compatible avec la République".

-

Emmanuel Macron lui-même, qui aurait alimenté cette défiance depuis 2017 en laissant ses proches "multiplier impunément les mises en cause de l'islam".

-

Des figures comme Aurore Berger, Jean-Michel Blanquer (*avec le terme "islamo-gauchisme"*), Gérald Darmanin (*dénonçant le "séparatisme islamiste"*), et Gabriel Attal (*interdisant l'Abaya à l'école*).

-

Le ministre de l'Intérieur actuel, Bruno Retailleau, est particulièrement critiqué pour ses positions, comme son refus de partager le repas de rupture du jeûne à la Grande Mosquée de Paris, sa prise de position pour l'interdiction du foulard musulman dans le sport, et son slogan "**vive le sport et donc abas le voile bien sûr**".

Une partie de la classe politique est accusée d'avoir "décidé de jeter en pâture au peuple français la figure du musulman comme étant le responsable de tous les maux". C'est pratique.

Les attaques répétées "venues du sommet de l'État" produiraient un effet, installant dans l'opinion l'idée que l'islam est une source permanente de problèmes.

Le refus de Bruno Retailleau de considérer le meurtre d'Abou Bakar Cissé comme un crime islamophobe, en le ramenant à un "acte antimusulman", est vu comme une tentative de nier la réalité d'un racisme spécifique.

Bruno Retailleau est l'un des " responsables au premier plan " de cette atmosphère anti-étrangère et antimusulmane.

Le Rôle des Médias : Relais et Amplification de la Stigmatisation

Les médias sont également tenus pour responsables de la construction d'une véritable islamophobie depuis le début des années 1980. Les sources soulignent que la stigmatisation des musulmans et de leur religion est "la seule qui est constamment promue depuis plusieurs dizaines d'années".

Des exemples sont donnés d'une tolérance, voire d'une promotion, de propos stigmatisants dans le débat public et la presse mainstream.

L'hebdomadaire Françoise Fressoz est cité pour un billet virulent accusant la France insoumise, qui demandait une commission d'enquête sur l'islamophobie, d'être "soumise".

Dans le traitement de l'assassinat d'Abou Bakar Cissé, les sources critiquent un traitement médiatique initial "fallacieux", notamment par les médias de la "sphère Bolloré", qui auraient fait passer le crime pour un "règlement de comptes entre fidèles musulmans".

Le décalage entre la dignité de la famille et le débat médiatico-politique sur l'utilisation du mot "islamophobie" est jugé "scandaleux".

Sur certains plateaux télévisés (*CNews, Sud Radio*), des chroniqueurs et politiciens auraient continué d'amplifier des récits blâmant la gauche ("*déni gauche*") ou la "société multiculturelle/multiethnique" pour la haine et la violence.

Cette "inversion accusatoire", faisant des victimes les coupables, est dénoncée.

Conséquences et Responsabilités Accablantes

Beaucoup de spécialistes établissent un lien direct entre ces discours politiques et médiatiques et les actes de violence. Ils rappellent que la stigmatisation incessante peut favoriser des passages à l'acte.

La Commission nationale consultative des droits de l'homme s'inquiète depuis 2012 de l'impact de certains discours politiques sur l'attitude envers les musulmans.

Les attaques contre les mosquées (*33 en 10 ans*) sont devenues "courantes" mais faiblement condamnées et peu couvertes médiatiquement.

L'assassinat d'Abou Bakar Cissé n'est pas vu comme un événement isolé, mais comme une "conséquence du climat politique actuel".

C'est un "acte politique grave". Ce climat, qualifié de "folie française islamophobe", est dit créer les conditions de ces actes terribles, nourris par des "irresponsables politiques".

Les ministres de l'Intérieur successifs sous la Macronie sont considérés comme des "porte-paroles de cette violence".

L'islamophobie est décrite par beaucoup de spécialistes comme "systémique" et siégeant "au ministère de l'intérieur".

Face à ce drame, la réaction de Bruno Retailleau, qui a invoqué le "statut administratif" d'Abou Bakar Cissé pour justifier le délai de rencontre avec la famille, a été qualifiée, dans Le Média, de "parfaitement infecte" et d'"ignoble", remettant en cause l'humanité de la victime et tentant de mettre le blâme sur elle.

Cette position a même semblé susciter un " certain malaise " dans les rangs macronistes, qui auraient préféré éviter le sujet.

Le refus d'une minute de silence à l'Assemblée nationale et au Sénat, initialement justifié par des règles procédurales mais perçu comme un "deux poids deux mesures" par rapport à d'autres victimes, a également alimenté la polémique.

En conclusion, beaucoup de spécialistes soutiennent que l'assassinat d'Abou Bakar Cissé est survenu dans un contexte de normalisation de l'islamophobie, où les discours politiques stigmatisant et la complaisance médiatique ont créé un environnement propice à la haine et à la violence.

Le refus de nommer cette islamophobie et le manque de réactions fortes et rapides de la part des autorités sont considérés non seulement comme des fautes politiques et morales, mais aussi comme une contribution à l'aggravation du problème.

Les acteurs publics et médiatiques qui participent à cette "surenchère" sécuritaire et anti-immigration sont désignés comme ayant une responsabilité directe dans le climat qui a rendu un tel drame possible.

Le Meurtre d'Aboubakar Cissé et le Débat Français sur le Racisme et l'Islamophobie : Entre Déni Politique et Réalités Terrain



Le meurtre tragique d'Aboubakar Cissé, assassiné dans une mosquée de la Grande Combe dans le Gard, a mis en lumière les tensions persistantes autour du racisme et de l'islamophobie en France, déclenchant un débat intense sur les mots et les réalités qu'ils recouvrent.

L'émission " Au cœur de l'actu " de Le Média a justement exploré ces dynamiques avec l'aide de Bellir Nabli, professeur de droit public, et Fatma Bouvet Maisonneuve, écrivaine et psychiatre.

Contorsions Sémantiques et Instrumentalisation

Face à l'événement, la réaction politique a souvent été marquée par une hésitation à employer le terme "islamophobie".

Interrogée sur la raison de cette crispation au sein du gouvernement, la porte-parole Sophie Prima a parlé d'un "acte antimusulman", insistant sur la dignité de l'événement et le refus de polémiquer sur le vocabulaire. Elle a affirmé que la loi protège les citoyens musulmans comme tout un chacun dans l'exercice de leur religion ou leur sécurité.

Cette préférence pour "acte antimusulman" se retrouve chez des députés de la majorité présidentielle, tel Pierre-Alexandre Anglade, qui, bien qu'admettant l'existence de la "haine envers les musulmans", se méfie de l'instrumentalisation du terme islamophobie.

À l'opposé, le Rassemblement National nie purement et simplement l'existence de l'islamophobie, la qualifiant d'"invention islamiste" visant à "criminaliser toute critique de l'islam".

Julien Odoul, député RN, tout en condamnant l'acte comme un "drame atroce" ou de la "haine anti-musulman" si tel est le cas, replace cet événement dans un climat général de violence touchant d'autres communautés (*agressions contre un rabbin, prêtres égorgés*), pour ne pas "rentrer dans des concepts qui visent justement à diviser".

Pour Fatma Bouvet Maisonneuve, ces "contorsions sémantiques" sont une manœuvre manipulatoire. Elles visent à nier une réalité de racisme, particulièrement à l'encontre des personnes issues des anciennes colonies, qui se manifeste aujourd'hui comme du racisme et de l'islamophobie, un " sujet central de la France aujourd'hui ".

Cette dispute sémantique est vue comme une tentative de "noyer" la question spécifique en évoquant d'autres actes de haine.

Bellir Nabli abonde dans ce sens, expliquant que la méfiance envers le terme islamophobie découle d'un "travail idéologique" et du "confusionnisme".

Pour lui, si l'on hésite à utiliser le mot, c'est surtout parce que l'on ne veut pas "assumer politiquement le phénomène de haine contre les musulmans en France".

Il rappelle que le terme lui-même a une histoire, ayant été utilisé il y a plus d'un siècle dans des écrits officiels et scientifiques français.

Un Phénomène Systémique et Transpartisan ?

Les sources soulignent que le racisme et l'islamophobie ne sont pas des incidents isolés mais constituent un phénomène aux racines profondes. Selon un rapport de la CNCDH cité, un million de personnes en France se déclarent victimes de racisme, avec un très faible pourcentage de plaintes, aboutissent.

Au-delà des faits divers, cela se manifeste par des discriminations quotidiennes : "délics de faciès", "discrimination à l'embauche", "à l'hébergement", "à la promotion", etc.

L'inaction ou la passivité de la puissance publique face à ces rapports est jugée "remarquable".

Une distinction cruciale est faite : la haine de l'islam et des musulmans est perçue comme "incarnée au sommet de l'État", "dans les institutions de la République", "parmi la représentation nationale".

Ceci est considéré comme un "fait exceptionnel et distinctif" par rapport à la haine contre d'autres communautés.

Ce phénomène, qualifié d'"arc islamophobe", dépasse les clivages partisans. Il s'étend au-delà du RN, atteignant "une certaine gauche", avec Manuel Valls étant nommé comme celui qui a "normalisé", "institutionnalisé un problème musulman en France" sous la 5ème République.

L'islamophobie serait ainsi devenue "transpartisane", "consensuelle au sein d'un certain bloc".

Réactions Officielles, Retard et Mépris

Les réactions politiques immédiates après le meurtre d'Aboubakar Cissé ont été critiquées pour leur lenteur et leur frilosité.

Le ministre de l'Intérieur, le Premier Ministre et le Président n'ont réagi qu'avec un certain délai.

Un imbroglio a également entouré la minute de silence à l'Assemblée Nationale.

L'analyse initiale de l'événement, parfois présentée comme une "rixe entre deux", est perçue comme le reflet d'un stéréotype réducteur selon lequel les musulmans, noirs ou arabes, ne peuvent être que des délinquants.

Le temps mis pour vérifier les informations dans ce cas, comparé à d'autres situations, est interrogé, suggérant une différence de traitement selon la victime.

Fatma Bouvet Maisonneuve pointe la responsabilité des "propos politiques" et de "certains médias" dans le climat de haine qui peut mener à des passages à l'acte violent.

Elle dénonce un "média trauma" qui tourne en boucle sur les questions migratoires et présente les musulmans, noirs ou arabes comme responsables de divers problèmes, y compris le "dérèglement climatique", avec un "niveau d'ignorance" et un "cynisme" qui confine parfois au ridicule mais est "tellement douloureux".

Des actions spécifiques sont jugées particulièrement choquantes, comme le refus rapporté de Bruno Retailleau de rencontrer la famille d'Aboubakar Cissé, interprété comme un manque de compassion, une

"provocation", une forme de "déshumanisation" de la victime et de sa famille.

Ce geste est analysé comme un signal envoyé à son électorat et à celui du RN qu'il cherche à séduire.

"Deux Poids, Deux Mesures" et Persistance de Stéréotypes

La différence de traitement par les institutions est illustrée par le cas du lycée musulman Averroès à Lille dont le contrat avec l'État a été suspendu, comparé à l'absence d'action similaire contre Betaram malgré 150 plaintes pour violences.

Cette disparité est mise en lien avec les stéréotypes. L'idée que des "Arabes excellents", réussissant académiquement ou professionnellement, serait "gênant" pour certains, car elle contredit l'image stéréotypée de l'Arabe comme "médiocre, précaire, peu instruit".

Cette réussite est parfois perçue comme une "menace" ou une nouvelle forme de "compétition sociale" par une partie de la population, expliquant potentiellement en partie le vote d'extrême droite.

La persistance d'un "imaginaire colonial" est également évoquée, se manifestant par des attitudes condescendantes, même envers des professionnels issus de l'immigration ("*tutoiement facile*", *infantilisation*).

Cependant, une nouvelle dimension est soulignée : l'époque coloniale ne voyait pas nécessairement ces populations comme une "source de menace économique et sociale" sur le territoire métropolitain, contrairement à aujourd'hui.

Société Civile en Résistance et Avenir

Face à ce climat, l'idée que "tout le monde est en sécurité" est contestée, citant les "délits de faciès", l'insécurité ressentie par les mères dans les quartiers, ou encore la "décomplexion" des propos discriminatoires au travail. Il y a une "toxicité ambiante".

Cependant, les sources pointent également des lueurs d'espoir. Malgré les discours politiques et médiatiques, la population française sur le terrain ne se laisserait pas "avoir par cette manipulation".

Fatma Bouvet Maisonneuve témoigne d'une "vie citoyenne et civique" active, notamment après la dissolution de l'Assemblée, qui s'oppose aux divisions.

Elle constate que dans des zones rurales, elle est bien accueillie, et que des enseignants et citoyens se battent pour les valeurs humaines et l'inclusion.

Il y a également une reconnaissance croissante du "traumatisme" causé par le discours médiatico-politique. Un sentiment de rejet se développe vis-à-vis d'un certain "antiracisme paternaliste" émanant d'une gauche qui se poserait en "salvatrice" des minorités, reproduisant ainsi un "mécanisme colonial" où elle détiendrait le savoir et la légitimité pour "protéger".

En dépit des difficultés et du "plafond de verre" auquel font face les personnes issues de l'immigration malgré leur réussite, leur émergence est vue comme une "lueur d'espoir", signe d'une "résilience" et d'un "volontarisme".

L'appel est lancé à "travailler ensemble", "conjuguer nos efforts" et "dresser la tête" pour résister collectivement. Le constat est que même

des personnes issues de la majorité "franco-française" sont "dévastées" par la tournure que prend la situation, réalisant que l'idéal du vivre ensemble est mis à mal, et sont "cognés régulièrement" par les discours. La résistance collective est ainsi vue comme la voie à suivre pour surmonter ce "trauma".

SOMMAIRE

Introduction : P3

**L'Assassinat d'Abou Bakar Cissé : Un Reflet de l'Islamophobie
Atmosphérique et la Responsabilité des Acteurs Publics et
Médiatiques : P5**

**Le Meurtre d'Aboubakar Cissé et le Débat Français sur le
Racisme et l'Islamophobie : Entre Déni Politique et Réalités
Terrain : P13**